



VILLE DE
HOUILLES

ARRÊTÉ DU MAIRE DE STATIONNEMENT - PLACE DU 14 JUILLET POUR LA 52^{ème} CORRIDA DE HOUILLES

—
République Française
Département des Yvelines

—
Direction Aménagement et Environnement
Arrêté temporaire n° 24/522-EC

Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et ses articles L 2213-1 à L 2213-6, relatifs aux pouvoirs de Police du Maire

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Arrêté et l'instruction Interministériels sur la signalisation routière modifiée par les textes subséquents,

Vu l'Arrêté Général réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 1986, modifiée, concernant les occupations du domaine public,

Vu l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,

Considérant la demande de la ville de Houilles pour mettre en place des barrières de police ainsi que des toilettes chimiques à l'occasion de la 52^{ème} Corrida de Houilles,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier temporairement le stationnement Place du 14 Juillet afin d'assurer la sécurité publique,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Du jeudi 12 décembre 2024 au vendredi 20 décembre 2024, la Direction des Services Techniques de la Ville de Houilles est autorisée à mettre en place des barrières et des toilettes chimiques Place du 14 Juillet.

Article 2 : Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur **Place du 14 Juillet, sur dix emplacements de stationnement matérialisés au sol.**

Article 3 : La mise en place de la signalisation temporaire et des barrières de sécurité sera réalisée par les services Techniques de la ville de Houilles.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 6 : M. le Directeur General des Services, Madame la Directrice du cadre de vie, M. Le Chef de service de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, le 9 décembre 2024

 Le Maire,
Conseiller départemental des Yvelines,

Julien CHAMBON